



HAL
open science

La Unión Iberoamericana y el Comité France-Amérique en el "Puente del Mundo": redes y propaganda cultural en el istmo de Panamá, 1910-1920

David Marcilhacy

► To cite this version:

David Marcilhacy. La Unión Iberoamericana y el Comité France-Amérique en el "Puente del Mundo": redes y propaganda cultural en el istmo de Panamá, 1910-1920. Les réseaux : (d)écrire les liens, (dé)construire des relations, Sorbonne Nouvelle-Publications du CREC en ligne, pp.143-169, 2023, 1773-0023. <hal-04855295>

HAL Id: hal-04855295

<https://hal.science/hal-04855295v1>

Submitted on 24 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

L'Unión Ibero-Americana et le Comité France-Amérique sur le « Pont du Monde » : réseaux et propagande culturelle dans l'isthme de Panama, années 1910-1920

Résumé: Ce chapitre a pour objet la diplomatie d'influence mise en œuvre par l'Espagne et la France dans la région de l'isthme centraméricain, au cœur des rivalités de puissance depuis le XVI^e siècle et devenue particulièrement stratégique avec le percement du canal interocéanique sous l'égide des Français, puis des Nord-Américains, entre 1879 et 1914. Notre propos abordera cette question sous l'angle des réseaux culturels mis en place par l'Espagne et par la France dans le cadre de leur politique d'influence en Amérique latine : deux associations retiendront notre attention, l'Unión Ibero-Americana (fondée en 1884) et le Comité France-Amérique (créé en 1909), qui l'une et l'autre établirent des délégations au Panama après l'ouverture du canal interocéanique. En prenant pour exemple certaines initiatives de diplomatie culturelle lancées en direction du tout jeune État du Panama, nous nous interrogerons sur les stratégies déployées par ces puissances pour compenser leur retrait relatif face à l'acteur étatsunien dans cet isthme, conçu depuis l'époque coloniale comme la « clé de deux mondes ».

Mots clé : Diplomatie culturelle, Propagande, Réseaux d'influence, Hispano-américanisme, Panlatinisme, Panama

Resumen: Este capítulo aborda la diplomacia de influencia implementada por España y Francia en la región del istmo centroamericano, que desde el siglo XVI ha estado en el centro de las rivalidades de poder y que se volvió particularmente estratégica con la construcción del canal interoceánico bajo el impulso de los franceses, y luego de los norteamericanos, entre 1879 y 1914. Nuestra propuesta abordará esta cuestión desde la perspectiva de las redes culturales establecidas por España y Francia como parte de su política de influencia en América Latina: dos asociaciones centrarán nuestra atención, la Unión Ibero-Americana (fundada en 1884) y el Comité France-Amérique (creado en 1909), que establecieron sendas delegaciones en Panamá tras la apertura del canal interoceánico. Al analizar algunas de las iniciativas de diplomacia cultural lanzadas en dirección al joven Estado panameño, examinaremos las estrategias desplegadas por estas potencias para compensar su relativo repliegue frente al actor estadounidense en dicho istmo, concebido desde la época colonial como la "llave de dos mundos".

Palabras clave : Diplomacia cultural, Propaganda, Redes de influencia, Hispanoamericanismo, Panlatinismo, Panamá

Abstract: This chapter deals with the diplomacy of influence implemented by Spain and France in the Central American isthmus region, which has been at the heart of power rivalries since the sixteenth century and became particularly strategic with the construction of the interoceanic canal under the French, and then the North Americans, between 1879 and 1914. We will approach this question focusing on the cultural networks set up by Spain and France as part of their policy of influence in Latin America: two associations will be analysed, the Unión Ibero-Americana (founded in 1884) and the Comité France-Amérique (created in 1909), both of which established delegations in Panama after the opening of the interoceanic canal. Taking as an example some of the cultural diplomacy initiatives launched towards the very young state of Panama, we will examine the strategies implemented by these powers to

compensate for their relative retreat compared to the United States in the isthmus, conceived since the colonial era as the “Bridge of the World”.

Keywords: Cultural Diplomacy, Propaganda, Cultural Networks, Spanish-Americanism, Pan-Latinism, Panama

Après l’humiliante défaite de 1898, bien vite connue comme « le Désastre », l’Espagne fut reléguée au statut de puissance de second rang sur la scène internationale fin-de-siècle. Dans le même temps, la France disposait non seulement d’un vaste empire colonial servant de caisse de résonance à ses ambitions, mais aussi d’un poids démographique, industriel, financier et diplomatique qui faisait d’elle un acteur incontournable dans le concert des nations. Lors du processus de redistribution coloniale qui eut lieu entre 1870 et 1914 (Jover Zamora, 1979), l’Espagne fut cantonnée à un rôle marginal dans la répartition des sphères d’influence entre les grandes puissances européennes, même si le maintien de l’équilibre des forces en Méditerranée lui permit de conserver ses prérogatives sur le Maroc (Morales Lezcano, 2010). Sur le continent américain, et plus encore dans les Caraïbes, le déclin de la présence espagnole s’accompagna de l’affirmation d’une nouvelle puissance dans la région, les États-Unis d’Amérique, qui, sous les présidences de William McKinley et Theodore Roosevelt, affirmèrent leur hégémonie sur les Antilles et l’Amérique centrale.

La sécession du département colombien de l’isthme, devenu en 1903 la République du Panama, et l’ouverture du canal interocéanique sous concession américaine en 1914 couronnèrent ce processus de reconfiguration des influences dans les Caraïbes (McCullough, 2012). Dès les premiers temps de la colonisation espagnole, la région de l’isthme centraméricain avait révélé son caractère stratégique pour le contrôle des routes maritimes et la recherche d’un passage vers l’Orient (Castillero Calvo, 1999). Après l’indépendance de l’Amérique centrale, acquise en 1821, les projets se multiplièrent pour créer un canal reliant les océans Atlantique et Pacifique, afin d’éviter le long et dangereux détour par le détroit de Magellan. Si les Français emmenés par Ferdinand de Lesseps échouèrent dans cette entreprise, qui aboutit au retentissant « Scandale » de Panama, la reprise en main du chantier par l’armée nord-américaine permit de surmonter les nombreux obstacles et de mener à terme le percement d’un canal à écluses. Avec l’ouverture triomphale du canal à l’été 1914, qui coïncida avec le déclenchement de la guerre européenne, les États-Unis semblèrent confirmer leur suprématie définitive dans cette région du monde qui avait été au cœur des rivalités des grandes puissances européennes depuis le XVI^e siècle (Marcilhacy, 2022a). Avec ce succès technologique, sanitaire et humain, Washington affirmait son leadership non seulement sur le plan stratégique-militaire, mais aussi sur le plan commercial, dans un contexte de mondialisation capitaliste et d’intérêt renouvelé pour les marchés du Pacifique et de l’Asie. Une montée en puissance semblant illustrer les discours ambiants sur l’essor des pays anglo-saxons face à une latinité en déclin... (Litvak, 1980) Conscients des mutations en cours, plusieurs pays européens comme la France et l’Espagne cherchèrent alors à déployer des politiques d’influence actives pour défendre leurs intérêts dans cette région, conçue depuis l’époque coloniale comme la « clé de

deux mondes » (*llave de dos mundos*) et identifiée depuis les discours enflammés de Bolívar comme un pont entre deux mondes et le « Cœur de l'Univers ».

Le développement de l'histoire culturelle des relations internationales a permis de renouveler la réflexion sur les instruments dont disposent les États pour consolider leur influence au-delà de leurs frontières. C'est le cas des travaux sur le *soft power* et la diplomatie publique, des stratégies qui furent développées à grande échelle dans le contexte de la Guerre froide pour conquérir les opinions publiques étrangères dans le cadre d'une lutte d'hégémonie dans un monde bipolaire (Nye, 1990). Cependant, ces stratégies concentrant leur action sur la bataille des opinions présentent des antécédents moins connus remontant à la fin du XIX^e siècle et furent dynamisées à l'occasion de la Première Guerre mondiale, lorsque les pays belligérants perçurent tout l'intérêt de la propagande pour étendre leurs alliances ou légitimer leur combat.

La perspective des réseaux est particulièrement pertinente pour étudier le fonctionnement de ces politiques d'influence dans lesquelles toute une série d'acteurs des relations internationales étaient impliqués : songeons tout particulièrement aux communautés d'émigrés structurées en associations influentes dans leurs pays respectifs, aux hommes d'affaires et aux commerçants, intéressés à diffuser une image favorable de leur pays d'origine, aux fonctionnaires diplomatiques et consulaires, acteurs naturels de cette diplomatie plus ou moins formalisée, ou encore aux intellectuels et écrivains, qui prirent également une part active dans ces stratégies. Par leurs échanges et initiatives, par leur fréquentation de certains lieux et espaces de sociabilité, par les tribunes qui leur étaient communes – associations et revues –, ces acteurs constituèrent des réseaux dont l'influence fut croissante dans les relations internationales au cours de cette nouvelle étape de la mondialisation.

En considérant les cas de la France et de l'Espagne dans les décennies 1910 et 1920, on se demandera comment ces deux États s'appuyèrent sur des réseaux de nature culturelle – au sens large – pour asseoir leur influence dans la région stratégique du canal de Panama et compenser ainsi leur retrait relatif face à l'acteur étasunien. Il s'agira de voir dans quelle mesure ces stratégies s'appuyaient sur une conception moderne des relations internationales qui dépassait les instruments traditionnels de la diplomatie de chancellerie. On s'intéressera ici à deux modèles de réseaux culturels que l'Espagne et la France mirent en œuvre comme supports de leur politique d'influence en Amérique latine, afin de diffuser des imaginaires favorables à leurs intérêts. Cette analyse se fondera ainsi sur deux associations ayant joué un rôle central dans la diplomatie culturelle des deux pays – l'Unión Ibero-Americana, créée à Madrid en 1884, et le Comité France-Amérique, fondé à Paris en 1909 –, qui se dotèrent l'une et l'autre de délégations locales au Panama à la suite de l'ouverture du canal interocéanique. En étudiant la constitution de ces associations, les acteurs sociaux impliqués et les initiatives qu'elles lancèrent, nous verrons que l'Espagne et la France furent pionnières dans le développement de ces instruments modernes d'influence sur la scène internationale, bien que la première eût souffert d'un manque de ressources pour atteindre ses objectifs.

Latinité et panhispanisme : la France et l'Espagne face à l'influence anglo-saxonne croissante en Amérique

Dès le milieu du XIX^e siècle, alors que l'expansionnisme américain contre ses voisins commençait à s'affirmer (Haynes and Morris, 2008), l'Amérique latine émancipée concentra les politiques d'influence de plusieurs nations européennes, en particulier la France et l'Espagne sur le plan culturel, tandis que la Grande-Bretagne affirmait ses ambitions dans les domaines commercial et financier. Les milieux diplomatiques et intellectuels français du Second Empire lancèrent une campagne panlatiniste inspirée par Michel Chevalier, influent conseiller de l'empereur Napoléon III (Al-Matary, 2008, p. 590-670). Dans ce cadre, l'appel à la latinité commune entre la France et ses « sœurs » latino-américaines apparut comme un bouclier contre l'influence croissante des pays anglo-saxons, notamment la Grande-Bretagne et les États-Unis, dont la « Destinée Manifeste » semblait justifier l'appétit expansionniste, comme le Mexique venait d'en faire l'amère expérience. Parallèlement, sous le règne d'Isabelle II, des secteurs influents de la péninsule lancèrent une campagne similaire pour que l'Espagne et les républiques hispano-américaines renouent des contacts étroits, au nom de leur passé historique, de leur proximité culturelle et d'intérêts supposés communs. Connu sous le nom de panhispanisme, ce courant était composé de diplomates, d'intellectuels et d'hommes d'affaires intéressés par la relance du commerce transatlantique et s'appuyait principalement sur l'activité de diverses revues telles que la *Revista española de Ambos Mundos* (1853-1855) et *La América* (1857-1886) (Van Aken, 1959, p. 89-100 ; López Ocón, 1987 ; Marcilhacy, 2018). De même que le projet de construire une vaste Union latine autour de la France de Napoléon III s'évanouit avec la défaite de Sedan et la chute de l'empire en 1870, l'échec de la politique coloniale de l'Unión libérale du général O'Donnell et les soubresauts du Sexennat révolutionnaire mirent un terme à cette première vague de solidarité entre l'Espagne et l'Amérique latine (Sánchez Andrés, 2013).

C'est sous la Restauration des Bourbons que ce projet fut relancé à travers le mouvement hispano-américaniste naissant, porté en particulier par l'Unión Ibero-Americana (UIA), une association appelée à devenir la principale agence de promotion de ce courant jusqu'à sa dissolution à la fin de la Seconde République (Pike, 1971 ; Niño, 2001, p. 97 ; Sepúlveda Muñoz, 2005, p. 393-408). Fondée à Madrid à la fin de l'année 1884, l'UIA regroupait un large éventail d'hommes politiques, de diplomates et d'intellectuels désireux de promouvoir le rapprochement entre l'Espagne et les pays d'Amérique latine. Officiellement affiliée à aucun mouvement politique, elle comptait dans ses rangs des représentants éminents des deux partis dynastiques, mais aussi des républicains tels qu'Emilio Castelar et Rafael María de Labra. Ses activités étaient centrées sur la publication de la revue éponyme, *Unión Ibero-Americana*, et sur une série d'initiatives culturelles et économiques, parmi lesquelles l'organisation du IV^e Centenaire de la « découverte » de l'Amérique en 1892 et la tenue du Congrès économique et social hispano-américain de Madrid en 1900. Reconnue d'utilité publique, cette association reflétait la prise de conscience que la proximité culturelle avec les républiques que l'Espagne avait jadis colonisées constituait le principal avantage comparatif du pays pour soutenir ses ambitions dans les Amériques par rapport à d'autres pays rivaux comme l'Italie, la France ou même la Grande-Bretagne (Altamira, 1905, p. 63-70). La logique de mise en réseau était inhérente à son fonctionnement. Il s'agissait de profiter d'une série de relais locaux capables de véhiculer son message dans les différentes républiques où elle parviendrait à s'implanter. La

présence sur presque tout le continent de nombreuses communautés d'émigrés espagnols, généralement structurées en associations régionales ou patriotiques, explique la rapidité de son enracinement local (Sánchez Albornoz, 1995, p. 13-32). Signe de son implantation, à la fin du XIX^e siècle, l'UIA disposait déjà d'une centaine de comités et de centres plus ou moins formalisés, répartis sur l'ensemble du continent américain. Ceux-ci assuraient la diffusion de sa revue et menaient une campagne d'opinion auprès des élites locales.

Dans le cas de la France, une initiative similaire vit très tôt le jour : en 1883, l'Alliance française fut créée, à la fois pour diffuser la langue française et contribuer à ce que l'on appelait alors le *rayonnement* de la culture et de la civilisation françaises à l'étranger (Niño, 2001, p. 68-79). Comme l'UIA, l'Alliance française disposait de sections locales, mais ses activités étaient principalement axées sur l'organisation de cours de français et de conférences culturelles ou scientifiques. Ce n'est qu'en 1909, dans un contexte de rivalité croissante avec l'Allemagne, que la France se dota d'un instrument spécifiquement tourné vers le continent américain : le Comité France-Amérique (CFA), fondé par l'ancien ministre des Affaires étrangères et fervent catholique Gabriel Hanotaux (Hanotaux, 1913). Au départ, ses activités étaient principalement orientées vers les États-Unis et le Canada, mais au fil des ans, elles s'étendirent à l'ensemble du continent. Selon ses statuts, le CFA avait pour but de « travailler au développement des relations de tous ordres entre la France et les deux Amériques » : accueil de personnalités étrangères, renforcement de l'enseignement du français à l'étranger, projets d'expositions d'art, développement du tourisme, etc., tels étaient les leviers appelés à être développés (*ibid.*, p. 21). Pour son fondateur, il s'agissait ainsi de renforcer la présence française sur ce continent promis, avec l'inauguration prochaine du canal de Panama, à un grand avenir dans la gestion des affaires du monde (*ibid.*, p. 3-5). Mais la fondation du CFA visait également à combattre le « préjugé anti-français » qui, selon Hanotaux, s'était insidieusement développé dans nombre de républiques latino-américaines par l'action des communautés européennes installées outre-Atlantique, une allusion implicite à l'ardente campagne lancée par des émigrés espagnols contre l'appellation « Amérique latine », jugée erronée et nuisible à l'Espagne (*ibid.*, p. 4 ; Marcilhacy, 2015). À l'instar de l'Alliance française, un réseau de comités France-Amérique fut ainsi progressivement mis en place, jusqu'à atteindre un total de quatre-vingts comités en 1930. Ces délégations étaient composées de personnalités locales influentes se déclarant amies de la France et de sa civilisation, dans un contexte de montée des nationalismes à l'œuvre aussi bien en Europe qu'en Amérique.

Les leçons de la Grande Guerre : opinions publiques et propagande

Si, comme on le voit, la constitution de ces réseaux est antérieure aux années 1910, la Première Guerre mondiale inaugura un changement d'échelle dans l'utilisation de ces instruments de diplomatie publique. La Grande Guerre s'accompagna d'une mobilisation des opinions publiques des pays belligérants à travers des campagnes de presse, des bureaux d'information, des comités de solidarité et des manifestations de masse, au nom d'un idéal représenté par l'un ou l'autre camp (Compagnon, 2013 ; González Calleja et Aubert, 2014). Une fois la paix rétablie, les gouvernements cherchèrent à adapter au nouveau contexte de

l'après-guerre les outils de propagande qui avaient révélé leur efficacité en temps de guerre. Comme l'a analysé l'historien Antonio Niño dans un ouvrage sur les politiques culturelles espagnoles et françaises envers l'Amérique latine au XX^e siècle (Niño, 2001, p. 70-71), la Grande Guerre confirma l'utilité des comités France-Amérique en tant que porte-parole de la propagande française : ceux-ci jouèrent un rôle essentiel pour diffuser son message auprès des élites latino-américaines, lancer des souscriptions de soutien et influencer la position officielle des gouvernements du continent à l'égard du conflit. Avec la fin de la guerre, Paris réorganisa ses services de propagande à l'étranger en créant le Service des œuvres françaises à l'étranger (1920)¹, placé sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères (Lombard, 2022, p. 20-31). Ce nouvel organisme fut chargé de coordonner la politique culturelle française et de projeter l'image d'un pays qui demeurait une grande puissance culturelle, scientifique et artistique capable de redresser sa position économique.

En Espagne, le contexte de l'après-guerre vit une réorganisation similaire, quoique plus modeste, de l'action extérieure dans le domaine culturel. Sur proposition du prestigieux philologue Américo Castro, un Bureau des relations culturelles (*Oficina de Relaciones Culturales*) fut créé en 1921 sous l'égide du ministère des Affaires étrangères. Naissait ainsi le premier organisme officiel chargé de piloter la diplomatie culturelle du pays. Faiblement doté et fragilisé par l'instabilité ministérielle de la fin de la Restauration, sa montée en puissance correspond à la dictature du général Miguel Primo de Rivera qui, en 1926, transforma le Bureau en un plus ambitieux Conseil des relations culturelles (*Junta de Relaciones culturales*) (Marcilhacy, 2022b). Il s'agissait aussi bien de s'appuyer par ce biais sur les communautés d'émigrés espagnols installés à l'étranger que d'actionner le levier des relations culturelles comme instrument de *Soft Power* avant-la-lettre, comme l'affirmait le décret fondateur :

Señor: La complejidad de la vida internacional moderna ha ensanchado el cauce de las relaciones exteriores (...), a las relaciones culturales, en su triple función de mantener el enlace espiritual de la Metrópoli con los núcleos de naciones localizados en país extranjero; de conservar y acrecer el prestigio de la cultura patria en otras naciones y de establecer de una manera sistemática y ordenada el intercambio cultural con otros pueblos cuyas ideas, cuyos hombres y cuyos libros tan poderosamente pueden venir a enriquecer el acervo de la propia civilización. (*Gaceta de Madrid*, 28 décembre 1926).

Bien que la diplomatie espagnole ne disposât pas de moyens comparables à ceux de la France, elle pouvait compter sur l'avantage comparatif que lui procurait le partage d'une langue commune avec les pays de l'Amérique hispanophone. Elle disposait également d'un énorme contingent d'émigrés en Amérique, souvent bien établis et regroupés dans de puissantes associations, même si l'État espagnol tarda à tirer parti de ces potentiels relais pour son action extérieure, l'émigration étant généralement perçue comme un obstacle et un problème plutôt que comme un atout.

¹ Il succédait au Bureau des Écoles et des Œuvres françaises, créé en 1910 sous l'égide du ministère des Affaires étrangères.

Le canal interocéanique dans l'après-guerre : le « Pont du Monde » sur le devant de la scène

Dans le cas du Panama, l'inauguration du Canal interocéanique en 1914 et le développement progressif du trafic commercial par la nouvelle voie maritime favorisèrent la création de sections locales de l'UIA et du CFA dans ce pays (Siegfried, 1940). Fait singulier, ces sections furent créées presque concomitamment, alors que la guerre mondiale touchait à sa fin. Le 13 décembre 1918, une Délégation de l'UIA vit le jour dans la capitale de Panama. Selon le journaliste et député libéral Guillermo Andreve, sa mission se résumait en deux mots : « rapprochement racial » (Andreve, 1926, p. 14). Quelques jours après sa constitution, la Délégation de l'UIA reçut le soutien des plus hautes autorités, puisqu'elle fut inaugurée en présence du président de la République, Belisario Porras – véritable *caudillo* du parti libéral et ardent hispanophile (García, 1946, p. 45). Dans le discours inaugurant la nouvelle section panaméenne, trois grands principes devant présider aux activités de la section panaméenne furent invoqués : patriotisme, solidarité « raciale » et universalisme, trois niveaux d'appartenance identitaire en rupture manifeste avec le discours de fraternité panaméricaniste revendiqué haut et fort par le protecteur étatsunien auprès des élites de l'isthme (*La Revista Nueva*, feb. de 1920, p. 110). En ce sens, en appeler à la filiation hispanique pour définir la jeune nation panaméenne n'était pas seulement un tribut d'hommage adressé à la « Mère Patrie » espagnole, mais aussi l'expression d'un désir d'intégration dans la grande famille hispano-américaine, dont le Panama s'était senti exclu étant donné son statut de quasi protectorat des États-Unis.

La section panaméenne de l'UIA réunissait le gratin de la colonie espagnole et la haute société panaméenne (AGA, Ministerio de Estado, 10, 130, Caja 54/17200). L'initiative reflétait la convergence des secteurs hispanophiles de l'isthme et des membres influents de la communauté espagnole. La délégation s'installa dans les locaux de la Sociedad de Beneficencia de Panamá, la principale association regroupant les Espagnols du pays, fondée en 1880. Celui qui avait été à l'origine de cette association, le marchand espagnol Gervasio García, fut naturellement choisi pour intégrer le premier conseil d'administration de la délégation de l'UIA. Ce même conseil d'administration avait pour président une figure montante du parti libéral, le célèbre historien et juriste Ricardo J. Alfaro, futur président de la République. À ses côtés, se trouvaient d'éminents porte-parole du libéralisme panaméen, tels que le pédagogue Octavio Méndez Pereira, l'homme politique franc-maçon Guillermo Andreve ou le poète moderniste Enrique Geenzier. Le reste du conseil directif reflétait une sociologie similaire, puisqu'il était également composé de membres éminents du parti conservateur, l'autre grand parti dominé par la bourgeoisie panaméenne : le diplomate Nicolás Victoria Jaén avait été nommé vice-président de la délégation et était accompagné d'autres membres de son parti, à l'instar de Melchor Lasso de la Vega, qui serait nommé chargé d'Affaires en Espagne quelques années plus tard, ou de l'entrepreneur et ancien ministre des Affaires étrangères Samuel Lewis. Parmi les autres membres de la délégation figuraient le musicien et diplomate Narciso Garay, formé à Bruxelles et à Paris et qui siégerait bientôt à la Société des Nations en représentation de son pays, le

médecin Alfonso Preciado, directeur du principal hôpital de la ville, ou encore le vice-président de la République, Ernesto T. Lefevre.

La Délégation de l'UIA reflétait donc les diverses tendances de la petite élite présidant aux destinées de la jeune république et qui, sur le plan sociologique, représentait une oligarchie aisée, souvent éduquée à l'étranger, dont les moyens d'existence reposaient sur l'administration de l'État ou sur les secteurs commercial, foncier et agricole. Ces personnalités de choix, caractérisées par leur cosmopolitisme et leur expérience de l'étranger, appartenaient toutes au premier cercle du pouvoir et la grande majorité d'entre elles occuperaient, au cours de leur carrière, des postes ministériels ou d'éminentes fonctions diplomatiques.

Il est frappant de constater que ceux qui allaient former la section panaméenne du CFA l'année suivante, au printemps 1919, appartenaient aux mêmes milieux (AHGE-SRE, Fondo Gaveta, 17-11-164, a ; Hanotaux, 1920, p. 25-26). La composition de ce comité d'amitié franco-panaméen était plus formelle, avec des présidences d'honneur réservées au président de la République, Belisario Porras, à son secrétaire aux Affaires étrangères, Evenor Hazera, ainsi qu'au chargé d'Affaires français, Maurice de Simonin, véritable promoteur du comité. Il est donc clair que l'association France-Amérique était née dans les milieux diplomatiques et avait été parrainée par le gouvernement français. La présidence effective était assurée par Ricardo Arias, un riche propriétaire terrien membre d'une des grandes familles de l'isthme, assisté par le Dr. Alfonso Preciado, aussi membre de l'UIA. Le conseil d'administration comprenait également un marchand français, Jules Heurtematte, propriétaire du célèbre « Bazar français », et Antonio Jiménez, ancien chargé d'Affaires panaméen à Paris, agent de la Compagnie transatlantique espagnole et membre du conseil d'administration du parti libéral. Parmi les membres se trouvaient aussi des notables de la capitale, issus des deux principaux partis qui dominaient l'administration du pays. Le comité comprenait également plusieurs représentants de la petite colonie française, en particulier les Frères des écoles chrétiennes, également connus sous le nom de Lasalliens, qui dirigeaient le collège de La Salle, l'un des plus prestigieux de la capitale.

La solide implantation sociale des deux associations se confirma pendant l'entre-deux-guerres. Si l'on se réfère au *Directorio General de la Ciudad de Panamá* (annuaire général de la ville de Panama, publié en 1926), sorte de *Who is Who* de la société panaméenne, on constate que, sur la centaine de personnalités recensées dans cet annuaire, trente-cinq étaient membres de la Délégation de l'UIA et dix-huit du CFA panaméen (Andreve, 1926). Plusieurs d'entre elles appartenaient aux deux associations, ce qui démontre la perméabilité entre ces deux cercles, qui étaient avant tout des espaces de sociabilité réservés à une élite internationalisée. Passage obligé de ces processus de légitimation, nombre de leurs membres furent d'ailleurs distingués des décorations les plus prestigieuses dont disposaient les gouvernements français et espagnol pour honorer les étrangers œuvrant au rapprochement avec leur pays : le président de la délégation de l'UIA, Ricardo J. Alfaro, était ainsi Grand-Croix de l'Ordre d'Isabelle la Catholique, tandis que le Dr. Alfonso Preciado était Chevalier de la Légion d'Honneur et, en tant que médecin, avait également reçu les Palmes académiques françaises. Pour ces élites cosmopolites, accéder à de telles distinctions constituait une reconnaissance sociale importante. Mais, au-delà de la dimension mondaine propre à ces clubs sélects, y appartenir était également

une manifestation politique d'autonomie à l'égard des États-Unis, consistant à revendiquer pour le Panama d'autres sphères d'appartenance, qu'il s'agisse de la latinité ou d'une forme de panhispanisme.

De la célébration du 14 Juillet à l'inauguration du monument aux Français, le Comité France-Amérique à la manœuvre

Si l'on examine le type d'initiatives promues par les deux associations, la similitude des stratégies qu'elles déployèrent au Panama est frappante. L'une d'entre elles consistait à promouvoir la célébration d'un jour férié en l'honneur de leurs nations respectives. La fondation de la section panaméenne du CFA au début de l'année 1919 traduisait le prestige dont la France victorieuse jouissait après guerre. Dès lors, la diplomatie française s'efforça de mobiliser la société locale pour célébrer le 14 juillet au Panama. Au lendemain de la guerre, l'anniversaire de la Prise de la Bastille avait intégré le calendrier des fêtes officielles de la République panaméenne, au même titre que la fête étasunienne du 4 juillet, l'une et l'autre célébrées comme des fêtes de la liberté (Chirú Barrios, 2020)². À en juger par la revue *France-Amérique*, l'adoption du 14 juillet ne représentait pas seulement un hommage à la résistance française face à l'envahisseur allemand. C'était tout autant la reconnaissance des sacrifices consentis par la France à travers la Compagnie Universelle du Canal interocéanique dirigée par Ferdinand de Lesseps, même si son entreprise s'était soldé par un échec retentissant et la faillite de la compagnie :

[Le Comité local France Amérique] fait de la bonne propagande française (...). Cette année il a organisé les fêtes du 14 juillet, qui ont été splendides et qui ont duré deux jours, dépassant en éclat la grande Fête Nationale de Panama ; le 14 juillet est d'ailleurs, d'après une récente loi du Congrès, la seconde fête nationale de la République. Les Panaméniens [*sic*] gardent en effet une profonde reconnaissance à la France pour tout le bien qu'elle a fait à leur pays à l'époque où furent exécutés les premiers travaux du canal. (Clément, 1920)

Dès lors, le Comité local France-Amérique se fixa plusieurs missions, que l'on retrouve dans un rapport publié par Gabriel Hanotaux faisant le bilan de la première décennie d'activité du CFA jusqu'en 1920 (Hanotaux, 1920, p. 25-26). Certaines initiatives avaient un caractère prospectif et pratique, comme la création d'un musée commercial permanent pour présenter la production industrielle française dans la ville de Panama, devenue l'un des principaux maillons des réseaux commerciaux mondiaux ; d'autres avaient une dimension plus symbolique, consistant à faire connaître l'apport de la France au développement du Panama. En ce sens, le Comité se donna pour objectif d'honorer la mémoire des milliers d'ouvriers, de manœuvres et d'ingénieurs français ayant perdu la vie, la plupart de fièvre jaune et de malaria, pendant la première phase de construction du canal, dite du « Canal français » : en un peu plus de quinze

² La Loi n°23 du 17 novembre 1918 déclara les commémorations du 4 et du 14 juillet jours fériés dans le pays.

ans, quelque 30 000 ouvriers succombèrent, dont 22 000 Français, pour la plupart Antillais (McCullough, 2012, p. 103-158).

En 1919, un 14 juillet comme il se doit, le président de la République Belisario Porras inaugura la Place de France (*Plaza de Francia*), sise à un endroit stratégique de la vieille ville, face à l'entrée du canal (Clément, 1920). Le terrain avait été légué à la France pour qu'elle y établît sa légation permanente et qu'elle construisît au centre de la place un grand mémorial en hommage aux « pionniers français » du canal interocéanique³. Ce legs intégrait un plus vaste projet conçu par l'administration Porras et destiné à moderniser la ville de Panama et à la doter des attributs d'une capitale (Porras, 2017). Souhaitant contribuer au prestige de la France grâce à cet hommage de pierre érigé en un endroit ô combien symbolique, la section locale du CFA se saisit de l'opportunité offerte par le gouvernement panaméen :

C'est précisément pour manifester ce sentiment de reconnaissance que le Comité *France-Amérique* poursuit l'idée d'ériger dans la ville de Panama un grand monument à la mémoire des Français. Ce monument s'élèvera dans un parc au bord de la mer, « le Parc de France », en face de notre Légation. On se rappelle que le terrain occupé par la Légation de France a été gracieusement cédé à la France à l'instigation de M. Ricardo Arias alors qu'il était ministre des Affaires étrangères. Les Panaméniens [*sic*], tout en reconnaissant les grands bénéfices apportés à leur pays par les Américains, ne cessent de se lamenter que la France n'ait pas pu terminer les travaux du canal commencés par elle. (Clément, 1920)

Étonnamment, la cession du terrain donna lieu à deux cérémonies de pose de la première pierre. La première eut lieu le 14 juillet 1919 et le geste solennel fut confié au président panaméen lui-même. Mais la même scène se répéta deux ans plus tard, lorsque le général Mangin, héros de la Grande Guerre alors en mission en Amérique latine, fit un bref séjour au Panama et, en lieu et place de l'inauguration du monument français – qui n'avait encore que peu avancé –, posa sa première (ou deuxième !) pierre (AMAE, 1921). Cette cérémonie se déroula en présence des plus hautes autorités panaméennes et de 6 000 soldats américains, en souvenir de la participation des États-Unis à la victoire contre les Empires centraux (« Le général Mangin et le Comité France-Amérique de Panama », 1922).

Dès lors, le CFA saisit toutes les occasions pour célébrer la civilisation et le génie français et rappeler les sacrifices consentis en temps de paix au Panama et en temps de guerre sur les champs de bataille. La visite du général Mangin en juillet 1921 fut ainsi l'occasion d'inaugurer, dans le cimetière de la ville, un grand mausolée en l'honneur du sacrifice français. L'année précédente, lors du passage du croiseur-école *Jeanne d'Arc* par le Panama, le ministre panaméen des Affaires étrangères, par ailleurs président d'honneur du Comité, avait prononcé un discours vibrant et empreint de francophilie en accueillant les cadets de la marine française :

³ Loi n° 2 du 8 janvier 1920, “Por la cual se destina una plaza pública en la Ciudad de Panamá para erigir en ella un monumento a los franceses precursores del canal”, *Gaceta Oficial*, Panamá, n°3272, 16/01/1920.

Au nom du Comité France-Amérique de Panama, je salue respectueusement l'âme française et rends un hommage ému aux vaillants défenseurs de la France et de la cause même de l'humanité.

Debout, donc, les Français tombés au champ d'honneur lors du percement du Canal de Panama, cette œuvre grandiose conçue par Lesseps, et qui a resserré les liens d'union entre la grande famille humaine !

Debout, les héros tombés sur les champs de bataille, les artisans de l'apothéose de la France, France immortelle, France génératrice de liberté et de civilisation, génie des Beaux-Arts et des belles inventions, fière maîtresse de la victoire !

Que le Dieu d'immense bonté, que l'Être infini protège la France et ses nobles alliés !
(« Réception en l'honneur des officiers du 'Jeanne d'Arc' », 1920)

L'inauguration du « Monument élevé aux Pionniers français du Canal » – comme il avait été baptisé – eut finalement lieu en décembre 1923, lors du troisième mandat du président Porras (« Imponente y solemne ceremonia », 1923). Pour l'occasion, le Quai d'Orsay ne lésina pas sur les moyens et envoya le croiseur *Jeanne d'Arc* avec une délégation spéciale présidée par son commandant, le capitaine de vaisseau Joseph Bourdoncle de Saint-Salvy. La cérémonie, à laquelle assistèrent une nouvelle fois les plus hautes autorités du pays, se transforma en une véritable fête de la latinité. C'est du moins la lecture qu'en fit le chargé d'Affaires français, Maurice de Simonin :

Le monument que vient de lui [à de Lesseps] élever la République de Panama, dont les fondateurs furent les témoins de l'effort français, apparaîtra alors, non pas comme une réhabilitation dont la mémoire de Ferdinand de Lesseps n'a certes pas besoin, mais comme un hommage rendu à la clairvoyance, à l'esprit d'initiative, à l'énergie d'un illustre fils de France, à la foi qui animait ses fidèles collaborateurs dans l'avenir de l'œuvre qu'ils entreprenaient et au génie de notre race. (Simonin, 1924)

Destiné à perpétuer « le génie de la race latine, précurseur du canal de Panama », selon la section locale du CFA, le monument se composait d'un grand obélisque surmonté d'un coq français (AHGE-SRE, Fondo Gaveta, 17-11-164, b ; Aizpuru, 1926, p. 59 ; « L'inauguration à Panama du Monument français », 1923). Œuvre du Panaméen Roberto Lewis et du Péruvien Leonardo Villanueva Meyer, le monument affichait une évidente ambition et présentait une fonction patriotique et pédagogique. Aménagé dans les fortifications, le mur d'enceinte avait été utilisé pour créer une crypte semi-circulaire sous les arches de laquelle se trouvaient dix grandes tablettes de marbre gravé relatant l'histoire de la construction du canal et du rôle crucial joué par les Français. Rédigé par le ministre de l'Instruction publique, Octavio Méndez Pereira, ce récit faisait la part belle aux artisans français du canal et aux immenses défis auxquels ils avaient été confrontés, sans oublier d'attribuer l'idée originale aux Espagnols du temps de Charles Quint et de saluer la ténacité des Nord-américains qui vinrent à bout des difficultés et finalisèrent le percement (« Los zapadores del Canal », in Méndez Pereira, 1939, p. 26-44). Au milieu du parc, se dressait un obélisque autour duquel des bustes avaient été placés en l'honneur

des quatre ingénieurs français ayant marqué de leur empreinte le projet : Ferdinand de Lesseps, bien sûr, mais aussi Bonaparte Wyse, Pierre Sosa et Armand Reclus, à l'exclusion naturellement du très controversé Philippe Bunau-Varilla – coupable d'avoir bradé les intérêts du Panama dans les négociations du traité Hay-Bunau-Varilla de 1903 avec les États-Unis.

Soucieux de faire du monument un hommage international au génie français, le Quai d'Orsay et le CFA avaient su mobiliser le soutien de leurs alliés. Leur contribution s'exprimait à travers deux bas-reliefs réalisés par le sculpteur Paul Niclausse. Portant la légende « Le Génie humain réunissant les deux Océans », le premier avait été offert par six républiques latino-américaines⁴ accompagnées du Royaume-Uni, en signe de « reconnaissance pour les premiers ouvriers de l'œuvre colossale [du canal] de Panama », selon le chargé d'Affaires français (Simonin, 1924). Le second, dont l'inscription proclamait « Le canal de Panama apportant la prospérité au monde », avait été financé via une souscription publique ouverte par le CFA afin d'associer la société panaméenne à l'hommage : présidé par l'épouse du président de la République du Panama, le comité chargé de récolter les fonds avait même pu compter sur la modeste contribution de près de 7 000 écoliers panaméens ayant donné 5 cents chacun ! (*ibid.*)

Fête de la Race et hommage à Balboa : l'Espagne décidée à défendre son héritage

L'UIA au Panama eut recours à des instruments identiques qui visaient à souligner la communauté « raciale » et la fraternité existant entre l'Espagne et le Panama, à un moment où les deux pays souffraient d'une situation de marginalisation relative dans leurs environnements géopolitiques respectifs. Avant la France, la référence à l'Espagne avait fait son entrée dans le calendrier festif panaméen. Depuis le 12 octobre 1917, la communauté espagnole installée au Panama avait commencé à célébrer la « Fête de la Race » (*Fiesta de la Raza*) dans différentes régions de la république, en réponse à la campagne lancée en 1913 par l'UIA de Madrid (García, 1946, p. 46-62). Le contexte de la Guerre mondiale donnait une valeur pacifiste à cette fête réunissant une famille de nations qui, jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis en avril de cette année-là, avait convergé dans la neutralité. Contraintes juridiquement à suivre les États-Unis lorsque ceux-ci déclarèrent la guerre à l'Allemagne en avril 1917, les autorités panaméennes se montrèrent néanmoins très réceptives à la propagande menée par l'UIA. Sur ordre de l'inspecteur de l'Enseignement primaire Frederick E. Libby transmis cette année-là, toutes les écoles publiques devaient célébrer l'anniversaire de la « Découverte » du Nouveau Monde en rendant hommage au drapeau espagnol (*ibid.*). L'Institut national, établissement éducatif le plus prestigieux du pays, organisa pour le 12 octobre 1917 une fête littéraire et scolaire, tandis que la mairie donna un gala diplomatique dans son palais. Parallèlement, un imposant défilé civique et scolaire fut organisé dans un parc du centre-ville, couronné par un discours du président Ramón M. Valdés (« La Fiesta de la Raza », 1917). À partir de l'année suivante, les enfants des écoles publiques furent invités à participer tous les 12 octobre à un semblable défilé civique les conduisant à travers les principales artères de la capitale jusqu'à la Place de Cervantès, où la Sociedad Española de Beneficencia – principale association d'immigrés espagnols – avait fait

⁴ Chili, Cuba, Équateur, Mexique, Pérou, Venezuela.

ériger un monument au célèbre écrivain à l'occasion du troisième centenaire de sa mort, en 1916 (AGA, Ministerio de Estado, 10, 15, caja 54-17168).

Ces initiatives, qui précédaient la création de la Délégation de l'UIA, se déroulèrent dans un contexte de célébrations hispanophiles qui marquèrent toute la décennie 1910, alors que s'affirmait la suprématie des États-Unis dans l'isthme : la célébration du IV^e Centenaire de la découverte de la Mer du Sud par Vasco Núñez de Balboa en 1913, le III^e Centenaire de la mort de Cervantès en 1916, ainsi que la célébration du IV^e Centenaire de la fondation de la ville de Panama en 1919, sans compter la commémoration annuelle du 12 octobre à partir de 1917 (Szok, 2001 ; Chirú Barrios, 2012). La célébration des racines hispaniques de l'isthme s'inscrivait dans le cadre d'une campagne de nationalisation entreprise par le président Belisario Porras pour compenser sur le plan symbolique les nombreuses concessions que les autorités du pays avaient dû faire au protecteur nord-américain depuis l'obtention de l'indépendance (Szok, 2001).

Avec le déclenchement de la Grande Guerre et l'achèvement des travaux du canal en 1914, la république était entrée dans un cycle économique de récession qui mettait en évidence les conditions défavorables que lui réservait le traité du canal. L'hispanisme agit alors comme un discours de compensation symbolique face à la situation de dépendance et de subordination humiliante à l'égard des États-Unis, lesquels administraient la Zone du canal avec leurs fonctionnaires et leurs forces de police et contrôlaient toute la zone utile du corridor transisthmique entre les villes côtières de Panama et de Colón. En faisant de Balboa un héros national, qui dès 1904 donna son nom à la monnaie nationale et devint l'emblème de la bière la plus populaire de l'isthme, il s'agissait clairement de souligner les racines hispaniques du Panama en lui offrant une ascendance pluriséculaire et prestigieuse (Marcilhacy, 2019). Le procédé permettait également de revendiquer pour la famille latine une partie du prestige inhérent à l'ouverture du canal interocéanique, en faisant du navigateur et conquérant espagnol le lointain précurseur de cette grande œuvre qui, par sa découverte, avait révélé la valeur géostratégique de cette partie de l'isthme (Pérez, Modesto, y Nogués, Pablo, 1915).

La création de la délégation panaméenne de l'UIA en 1918 coïncida avec un changement de stratégie de la part de cette association déjà ancienne. Au cours des premières années, les activités de l'UIA s'étaient concentrées sur la diffusion culturelle, suivant le modèle de conférences et de publications qui promouvaient un hispano-américanisme essentiellement rhétorique. Mais, à partir du milieu des années 1910, les centres de l'UIA dans les Amériques s'engagèrent dans des campagnes plus proches d'une véritable politique culturelle, compensant le relatif retrait de la diplomatie officielle en la matière. C'est bien ce qu'entreprit la Délégation créée en 1918 au Panama. Dès sa fondation, elle s'impliqua fortement dans l'organisation des célébrations du 12 octobre, avec plus ou moins de succès si l'on en juge par la relative désaffection qui toucha la fête au milieu des années 1920 (Victoria, 1926). Mais l'UIA reprit également le projet d'ériger un monument au découvreur Núñez de Balboa, proposé conjointement par Belisario Porras et le roi Alphonse XIII à l'occasion du centenaire de 1913 (AHN-MIREX, H2575). Dans l'esprit de ses promoteurs, le monument projeté devait être à la mesure de l'importance que l'isthme allait bientôt acquérir dans les circuits marchands qui sillonnaient le monde. Le gouvernement panaméen avait donc confié la réalisation de la statue

à deux sculpteurs espagnols de renom, Mariano Benlliure et Miguel Blay, dans le but d'ériger un monument d'une taille inhabituelle, visible par tous les navires qui passeraient dans la zone avant de franchir le canal. Le président panaméen lui-même avait exprimé ce souhait dans une lettre adressée au roi en janvier 1913 :

Deseamos que la estatua de Balboa se erija en Panamá, en sitio donde sea saludada eternamente por las banderas de todas las naciones y por los hombres de todas las razas; y para que ella constituya algo así como un símbolo de solidaridad de la raza, aspiramos a que su costo sea cubierto por contribución voluntaria de españoles y latino-americanos. Y sería motivo de júbilo para nosotros encabezar esa suscripción con V.M., y en asocio de vuestro nombre prestigioso. (*ibid.*)

Le projet impliquait un investissement important que les finances publiques espagnoles n'étaient pas en mesure de porter à elles seules, c'est pourquoi l'UIA fut chargée de lancer une souscription publique outre-Atlantique. En ce sens, elle s'adressa à tous les pays d'Amérique latine afin que l'œuvre devînt un hommage collectif de la *Raza* au génie pionnier de Balboa. Le budget ayant été fixé à 300 000 pesetas, une somme très importante pour l'époque, il fallut dix ans aux promoteurs espagnols et panaméens pour réunir cette somme et commencer les travaux (Chirú Barrios, 2012, p. 82-99 ; Marcihacy, 2019).

L'inauguration du monument put finalement avoir lieu en septembre 1924, un an après que la France eut inauguré son propre monument, comme le déplora le comte de San Simón, consul en charge de la légation espagnole au Panama (AHN-MIREX, H1674, b). Les arguments échangés par les services diplomatiques espagnols et panaméens laissent entendre les féroces batailles de mémoire auxquelles donnait lieu la statuaire en tant qu'instrument de diplomatie culturelle : dans une lettre confidentielle adressée au ministère des Affaires étrangères espagnol, le comte de San Simón se plaignait du refus de son ministère de tutelle de nommer une mission diplomatique spéciale de même niveau ou de niveau supérieur à celle qui avait récemment inauguré l'imposant Monument aux Pionniers français du Canal, arrivé à bord d'un navire de guerre (AHN-MIREX, H1674, d).

Il avait pourtant en son temps averti le ministre à l'époque des risques de laisser le champ libre à la propagande culturelle française qui, au nom de la latinité, privait l'Espagne de sa relation privilégiée avec l'Amérique hispanophone :

Es indudable que la misión [francesa] referida tiene por objeto, aparte del acto que se sirve de pretexto para su venida, el intensificar la política de atracción que de algún tiempo a esta parte, viene desarrollando Francia en este Continente; no debiéndose olvidar que en esta República [Panamá], el éxito es doblemente fácil, a causa de que, en todas las ocasiones similares, se ha exagerado la nota a favor de Francia, para mortificar, indirectamente, a los Estados Unidos, cuya política en el Istmo, es considerada como más molesta para el país que la desarrollada por Francia en la época de sus trabajos en el Canal. De todas suertes, es indudable que el acto referido ha de contribuir a mantener vivo el "fuego sagrado" encomendado al constante cuidado del Comité France-

América, y que, indirectamente, contribuirá, una vez más, a mantener la confusión pretendida respecto a los lazos de unión con la “América Española”, a título de “América Latina”. (AHN-MIREX, H1674, a)

Mais, là encore, la diplomatie espagnole était confrontée à ses propres limites. Pour des raisons financières, le Directoire présidé par Miguel Primo de Rivera dut se contenter d’envoyer son ministre plénipotentiaire à Caracas, Ángel Ranero y Rivas (AMIREX, vol. 5, exp. 32).

Néanmoins, malgré le retard accumulé et la moindre qualité de l’ambassade espagnole, l’inauguration du monument à Vasco Núñez de Balboa bénéficia d’un large écho dans l’isthme. Organisée le 29 septembre 1924, déclaré « Journée de liesse nationale »⁵, elle fit office de cérémonie d’adieu au président Belisario Porras, grand hispanophile et promoteur du projet, qui allait quitter ses fonctions une semaine plus tard. Les festivités officielles rassemblèrent des représentants de tous les pays ayant contribué au projet (AHN-MIREX, H1674, c ; « Don Ángel Ranero y Rivas se muestra satisfecho de Panamá », 1924). Dévoilé devant un public estimé à quelque 10 000 personnes, le monument représentait l’« *Adelantado* de la Mer du Sud » debout sur un globe terrestre, le regard fier tourné vers la mer, brandissant une épée en forme de croix, ainsi que la bannière de la Castille. Le monument célébrait ainsi en Balboa le conquérant et l’évangéliste, le héros qui avait ouvert de nouveaux espaces à l’Espagne et à son empire planétaire. Parce qu’elle intervenait à un moment où les pays hispaniques ne pouvaient que constater leur faible poids dans l’échiquier géopolitique d’après-guerre, cette représentation idéalisée avait une évidente vocation pédagogique : elle prétendait exalter aux yeux du public à la fois l’héritage d’une Espagne conquérante et civilisatrice et les vertus de courage et d’abnégation qui caractérisaient la civilisation hispanique.

Le journaliste Juan Aizpuru, membre actif de la délégation de l’UIA au Panama, le résumait en quelques lignes :

Las admirables estatuas de Cervantes y de Balboa erigidas por el concurso y la munificencia públicos de la madre ibera y sus hijas de América (...) deben interpretarse como prendas adicionales de vinculación espiritual, por parte de Panamá, y de reconocimiento por parte de las demás naciones afines. (...) [La estatua de Balboa] se yergue noblemente heroica, y altiva, frente al mismo mar que descubrió el valiente y malogrado explorador; es al paso de las numerosas naves del comercio del Gran Mar, como un elevado santo y seña para el intercambio de ideas y actividades entre los pueblos hermanos, con el signo de la cruz en alto; representación apropiadamente caracterizada por la personalidad histórica del Gran Capitán, cristiano, esforzado y mártir. (Aizpuru, 1926, p. 53)

On comprend, dès lors, la fonction de ces politiques de mémoire entretenues par les élites panaméennes et relayées par les communautés immigrées – espagnole en l’occurrence –,

⁵ Décret n°167 du 19 septembre 1924.

qui visent à alimenter l’imaginaire national par des références pluriséculaires et prestigieuses permettant d’insérer la jeune nation dans une filiation latine et chrétienne.

À travers ces deux exemples de monuments commémoratifs, on constate l’importance de l’action des sections locales de l’UIA et du CFA aux côtés des diplomates espagnols et français et des colonies de migrants résidant au Panama. Érigés l’un et l’autre à proximité du canal, le Monument aux Pionniers français et celui consacré à Vasco Núñez de Balboa illustrent la rivalité entre ces deux nations pour être symboliquement reconnues comme les véritables précurseurs ou pionniers du canal interocéanique. Une construction idéalisée au service du « génie » français ou de la « race » hispanique qui contrastait avec la réalité, c’est-à-dire l’évidence du retrait de l’Espagne des Caraïbes depuis 1898 et celui, plus relatif, de la France après l’échec retentissant de Ferdinand de Lesseps et le fameux scandale de Panama.

Dans l’un et l’autre cas, ces propagandes du sentiment rencontrèrent un écho et des relais certains auprès des élites de l’isthme, qui cherchaient alors à affranchir le jeune État d’une relation trop exclusive et naturellement asymétrique avec son protecteur étasunien. Si sur les plans économique, financier et diplomatique, nulle autre nation ne pouvait rivaliser avec les constructeurs et gestionnaires du canal, il en allait tout autrement du champ culturel et symbolique : au cours des années 1920 et 1930, revendiquer les racines latines et hispaniques du Panama s’avéra essentiel pour garantir l’ordre social hérité de l’indépendance et pour asseoir l’image d’un pays indépendant ayant sa place dans la famille latino-américaine.

La constitution d’associations privées composées de membres influents de l’élite locale et de représentants fortunés des communautés d’émigrés servit par conséquent de support à de nouvelles stratégies de diplomatie mises en place par la France et l’Espagne visant à gagner les opinions publiques étrangères à leur cause, une œuvre de propagande dont l’efficacité avait déjà été révélée par la Grande Guerre. En ce sens, on peut dire que ces deux pays, chacun avec ses propres moyens et des résultats inégaux, anticipèrent la diplomatie publique que les États-Unis appliqueraient de façon plus systématique, et avec le succès que l’on sait, dans le cadre de la Guerre Froide.

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires

Archives

AGA (Archivo General de la Administración, España), Ministerio de Estado, (10), 130, Caja 54/17200: Correspondencia general sobre la Unión Ibero-Americana en Panamá (1926-1934).

AGA, Ministerio de Estado, (10), 15, caja 54-17168: Correspondencia sobre el levantamiento de un monumento a Cervantes en la plaza que lleva su nombre en Panamá (1919).

AHGE-SRE (Archivo Histórico Genaro Estrada. Acervo Histórico Diplomático. Secretaría de Relaciones Exteriores de México), Fondo Gaveta, 17-11-164: a. Carta del “Comité France-Amérique”, Sección de Panamá (27/12/1919); b. “Monumento a la memoria de los

- trabajadores que construyeron el Canal de Panamá” (1919-1920): Despacho del Cónsul de México en Panamá, Vicente Rendón Quijano.
- AHN-MIREX (Archivo Histórico Nacional, España, Ministerio de Relaciones Exteriores), H1674, Correspondencia: Legación de Panamá (1920-1931): a. Despacho de Luis San Simón y Ortega informando de la próxima llegada a Panamá de la Misión francesa, en 7 de septiembre de 1923; b. Carta del Conde de San Simón en 15 de Marzo de 1924; c. Programa oficial y recortes de prensa de la inauguración del Monumento a Balboa; d. Despacho del 8 de octubre de 1924 al Presidente del Directorio Militar.
- AHN-MIREX, H2575, Política: Panamá (1917-1929): “Monumento a Balboa”.
- AMAE (Archives du Ministère des Affaires étrangères, France), Amérique 1918-1940, CA, n°21, Dépêche de Charles Mangin au ministère (20/07/1921).
- AMIREX (Archivo del Ministerio de Relaciones Exteriores de Panamá), Legación de España en Panamá, 1ª serie, vol. 5, exp. 32: Inauguración del monumento a Balboa en Panamá.

Presse historique

- CLÉMENT, Général Paul, 1920, « Lettre de Panama », in *France-Amérique*, Février 1920, p. 80.
- « Don Ángel Ranero y Rivas se muestra satisfecho de Panamá », 1924, in *La Estrella de Panamá*, Panamá, 27 de septiembre de 1924, p. 1.
- “Imponente y solemne ceremonia: los discursos del Presidente y del Comandante del ‘Jeanne d’Arc’”, 1923, in *La Estrella de Panamá*, Panamá, 5 décembre 1923, p. 1.
- “La Fiesta de la Raza”, 1917, in *La Revista Nueva*, Panamá, Octubre 1917, p. 247-259.
- « Le général Mangin et le Comité France-Amérique de Panama », 1922, in *France-Amérique*, Février 1922, p. 56.
- « L’inauguration à Panama du Monument français », 1923, in *France-Amérique*, Novembre 1923, p. V-VII.
- « Réception en l’honneur des officiers du ‘Jeanne d’Arc’ », 1920, in *France-Amérique*, Avril 1920, p. 140.
- SIMONIN, Maurice de, « Le Monument français de Panama », 1924, in *France-Amérique*, Janvier 1924, p. 6-9.
- VICTORIA J., Nicolás, “Depresión del espíritu racial”, 1926, in *El Mundo*, Panamá, n°52, Octubre 1926, p. 28.

Ouvrages

- AIZPURU AIZPURU, Juan, 1926, *Panamá en relación con los Congresos Bolivarianos y las actividades históricas Hispano y Pan-Americanas. Artículos de actualidad publicados en la Revista Nueva. Los últimos diez años y el Congreso Conmemorativo de Bolívar. 1926*, Panamá, Tipografía y Editorial La Moderna.
- ALTAMIRA, Rafael, 1905, *España en América*, Madrid, F. Sempere y Compañía Ed.
- ANDREVE, Guillermo, 1926, *Directorio general de la Ciudad de Panamá*, Panamá, Andreve y Compañía.
- GARCÍA, Gervasio, 1946, *A manera de inventario*, Panamá, Imprenta La Nación.
- HANOTEAU, Gabriel, 1913, *Pourquoi le Comité France-Amérique a été fondé ? Les premiers résultats et l’activité du comité de 1910 à 1913*, Paris, Éditions France-Amérique.
- , 1920, *Le Comité France-Amérique. Son activité de 1909 à 1920*, Paris, Éditions France-Amérique.

- MÉNDEZ PEREIRA, Octavio, 1939, *Antología del Canal. Bodas de plata, 1914-1939*, Panamá, The Star & Herald Company.
- PÉREZ, Modesto, y NOUGUÉS, Pablo, 1915, *Los precursores españoles del Canal interoceánico*, Madrid, Perlado, Páez y Cía.

Sources secondaires

- AL-MATARY, Sarah, 2008, *Idéalisme latin et quête de "race" : un imaginaire politique, entre nationalisme et internationalisme. France-Amérique hispanique, 1860-1933*, Thèse de doctorat en littérature comparée dirigée par René-Pierre Colin, Université Lyon 2.
- CASTILLERO CALVO, Alfredo, 1999, *La ruta interoceánica y el Canal de Panamá*, Universidad de Panamá.
- CHIRÚ BARRIOS, Félix, 2012, *Conmemoraciones y monumentalidad: las políticas de la memoria en Panamá, 1903-1931*, Thèse de doctorat en Histoire dirigée par David Díaz, San José, Universidad de Costa Rica.
- , 2020, «Conmemoraciones patrióticas, imposiciones imperiales y resistencia social en Panamá 1903-1925», in *Ciencia Política*, 15(29), p. 147-177.
- COMPAGNON, Olivier, 2013, *L'adieu à l'Europe. L'Amérique latine et la Grande Guerre*, Paris, Fayard.
- GONZÁLEZ CALLEJA, Eduardo y AUBERT, Paul, 2014, *Nidos de espías. España, Francia y la Primera Guerra Mundial, 1914-1919*, Madrid, Alianza Editorial.
- HAYNES, Sam W., and MORRIS, Christopher M. (eds.), 2008, *Manifest Destiny and Empire: American Antebellum Expansionism*, College Station, Texas A&M University Press.
- JOVER ZAMORA, José María, 1979, *1898. Teoría y práctica de la redistribución colonial*, Madrid, Fundación Universitaria Española.
- LOMBARD, Alain, 2022, *La diplomatie culturelle*, Paris, PUF.
- MARCILHACY, David, 2015, « «¡Nada de latinismos!» Amérique «latine» ou Amérique «hispanique», batailles symboliques et idéologiques autour d'une dénomination », in *Cahiers d'études romanes*, n°30 p. 199-222 [<https://doi.org/10.4000/etudesromanes.4846>].
- , 2018, « El panhispanismo y el mito de la Raza », in Lucia Maria Bastos Pereira das Neves, Fátima Sá e Melo Ferreira e Guilherme Pereira das Neves (orgs.), *Linguagens da Identidade e da Diferença na Iberoamérica, 1770-1870*, São Paulo, Paco Editorial, p. 249-281
- , 2019, « Panamá, de Balboa a Bolívar: una construcción nacional entre hispanismo y panamericanismo », in *Secuencia*, n°105, 2019 [<https://doi.org/10.18234/secuencia.v0i105.1605>]
- , 2022a, «1914, between two Oceans, between two Empires: a turning point for Latin America», in *National Identities*, vol. 24/1, p. 21-37 [<https://doi.org/10.1080/14608944.2020.1738365>]
- , 2022b, « L'Espagne et la bataille de l'opinion internationale. Agences de presse, tourisme et réseaux de propagande sous la dictature du général Primo de Rivera : le cas de l'Agence Plus Ultra », in *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n°29, 2022 [<http://journals.openedition.org/ccec/14074>]
- LITVAK, Lilly, 1980, *Latinos y anglosajones: orígenes de una polémica*, Barcelona, Biblioteca universitaria Puvill.
- LÓPEZ OCÓN, Leoncio, 1987, *Biografía de la "América": una crónica hispano-americana del liberalismo democrático español (1857-1886)*, Madrid, CSIC.

- MCCULLOUGH, David, 2012 [1977], *Un camino entre dos mares. La creación del canal de Panamá*, Madrid, Espasa.
- MORALES LEZCANO, Víctor, 2010, “El equilibrio colonial a principios del siglo XX. España y la cuestión marroquí”, in FORNER, Salvador (ed.), *Coyuntura internacional y política española (1898-2004)*, Madrid, Biblioteca Nueva, p. 29-44.
- NIÑO, Antonio, 2001, “Orígenes y despliegue de la política cultural” in ROLLAND, Denis *et alii*, *L’Espagne, la France et l’Amérique latine : Politiques culturelles, propagandes et relations internationales, XXe siècle*, Paris, L’Harmattan, p. 23-163.
- NYE, Joseph S., 1990, *The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books.
- PIKE, Frederick B., 1971, *Hispanismo, 1898-1936. Spanish Conservatives and Liberals and Their Relations with Spanish America*, Notre Dame, University of Notre Dame Press.
- PORRAS, Ana Elena, 2017, “El por qué de la plaza de Francia en Panamá”, in *La Prensa*, 4 de Marzo de 2017 [https://www.prensa.com/opinion/plaza-Francia-Panama_0_4702779782.html].
- SÁNCHEZ ALBORNOZ, Nicolás (comp.), 1995, *Espanoles hacia América: la emigración en masa, 1880-1930*, Madrid, Alianza Editorial.
- SÁNCHEZ ANDRÉS, Agustín, 2013, « Une frontière fluctuante : la diplomatie espagnole et le versatile équilibre des pouvoirs dans les Caraïbes entre 1821 et 1868 », in *ILCEA*, n°18 [<http://journals.openedition.org/ilcea/2060>].
- SCHOONOVER, Thomas, 1992, “France in Central America 1820s-1929: an overview”, in *Revue française d'histoire d'outre-mer*, t. 79, n°295, p. 161-197.
- SEPÚLVEDA MUÑOZ, Isidro, 2005, *El sueño de la madre patria: hispanoamericanismo y nacionalismo*, Madrid, Marcial Pons.
- SIEGFRIED, André, 1940, *Suez, Panama et les routes maritimes mondiales*, Paris, Armand Colin.
- SZOK, Peter, 2001, *La última gaviota. Liberalism and Nostalgia in Early Twentieth Century Panama*, Westport, Greenwood Press.
- VAN AKEN, Mark J., 1959, *Pan-Hispanism. Its Origin and Development to 1866*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press.